

VALORISER

LES GENS DE MÉTIER ET LES TRAVAILLEURS D'ENTRETIEN de nos écoles



VITE!
UN FINANCEMENT
SCOLAIRE JUSTE

Un modèle de financement qui
laisse les écoles tomber en ruine

Le modèle ontarien de financement de l'éducation semble sciemment conçu pour ne pas être en mesure de tenir compte des véritables coûts de l'exploitation et de l'entretien des écoles.

Les repères irréalistes demeurent le principal problème de notre formule de financement et c'est pour cette raison que les conseils scolaires en sont arrivés à enregistrer un énorme déficit en matière d'exploitation des écoles. Le financement au fonctionnement des écoles est basé sur le nombre d'inscriptions et sur une allocation au pied carré tout à fait arbitraire. En conséquence, le financement de l'exploitation de nos écoles diminue lorsque sa fréquentation est en baisse, même si aucune école ou salle de classe n'est fermée !

Cette référence est tellement inadéquate qu'une étude menée récemment affirmait que depuis la mise en oeuvre de la formule de financement il y a 8 ans, le déficit provincial en matière d'exploitation des écoles est maintenant d'environ 375 millions.

**'Fièrement dévoués
à la réussite
des étudiants'**



Un déficit de financement de
375 millions

En raison d'un manque à gagner récurrent, les conseils scolaires n'ont pas suffisamment d'argent pour remplacer et entretenir les équipements mécaniques, électriques, de plomberie et de ventilation de nos écoles, équipements qui sont de moins en moins fiables. Résultat, de nombreuses écoles sont en ruine. Certaines écoles sont pleines de moisissures dangereuses et la qualité de l'air y est déficiente. D'autres ont toujours dans leurs murs l'amiante avec laquelle elles ont été construites.

Parce qu'ils n'ont pas d'argent pour réparer les établissements, les conseils scolaires ont effectué des centaines de mises à pied au sein du personnel de soutien, licenciements qui ont notamment touché des gens de métiers qualifiés. Il s'est agi d'un lent processus d'attrition des gens de métier dans nos écoles.

Peu de travailleurs de métier dans nos écoles.

Autrefois recherchés pour leurs compétences et souvent considérés comme des modèles pour les jeunes, les gens de métier de nos écoles sont devenus une denrée rare dans le système scolaire.

Cette perte de travailleurs de métier survient au moment même où le gouvernement libéral de l'Ontario lance une campagne de promotion de la formation en métiers spécialisés. Pourtant, la formule de financement mise de l'avant par le gouvernement ne fait rien pour encourager les conseils scolaires à garder leurs gens de métier, mais fait plutôt la promotion de la sous-traitance en faveur du plus bas soumissionnaire.

Quel meilleur modèle peuvent avoir les étudiants que de voir dans leur milieu des travailleurs des métiers spécialisés s'occuper de l'entretien de leurs écoles ? Ils voient plutôt des écoles mal entretenues et des entrepreneurs qui courent d'un contrat à l'autre.

Pourquoi Dalton McGuinty maintient-il un mauvais modèle de financement ?

La formule de financement qui fait en sorte que l'entretien de base des écoles est négligé a été mise en place par le précédent gouvernement conservateur. Il est clair que la motivation qui a mené à la conception de ce modèle était de nature idéologique et que son objectif était de favoriser la sous-traitance.

Nous ne comprenons pas pourquoi Dalton McGuinty, qui veut être reconnu comme ayant été le premier ministre de l'Éducation, continue à soutenir un modèle de financement dont la raison d'être est de miner les services publics.



Qui profite des lacunes du financement ?

Récemment, la province a annoncé une injection de fonds destinés à la rénovation des systèmes d'électricité, de plomberie, de chauffage et de ventilation et à l'ajout de nouvelles écoles. Mais ces grands projets et les ressources financières qui les accompagnent ne sont souvent accessibles qu'aux grandes entreprises, les seules à pouvoir espérer décrocher les contrats.

Ces lucratifs projets de rénovation comprennent souvent des contrats d'entretien clé en main. Le travail d'entretien qui était fait à l'interne par les travailleurs des métiers est alors forcément confié à des sous-traitants.

Le modèle de financement — Qu'est-ce qui doit changer ?

- Élimination de la formule de financement basée sur le nombre d'élèves inscrits.
- Établissement de bases de financement réalistes de façon à assurer aux conseils scolaires le financement de 375 millions par année dont ils ont besoin pour éviter un déficit d'exploitation annuel.
- Un financement reconnaissant la totalité des coûts engendrés par l'utilisation des établissements scolaires pour l'éducation aux adultes et les activités communautaires.

SEPB491

Février 2007



*Ontario School Board Workers
Coordinating Committee (OSBCC)*





Février 2007



*Ontario School Board Workers
Coordinating Committee (OSBCC)*

